

accumulated illicitly. This can help generate healthy development by increasing people's capabilities (Sen, 2001).

The experience gained by Italy over the years has made it possible to develop effective tools of prevention and repression that have been imitated by other countries in Europe and internationally. These actions have increased and improved thanks to the introduction and strengthening, within the Italian legal system, of the measures for attacking illegally accumulated assets. The strategy unfolds essentially in two phases: first the attack on the illicit assets, with investigation to identify, seize and confiscate illicit wealth; and second, the reassignment of the confiscated goods and assets for social and institutional purposes. The principle of social and institutional reuse rests on the awareness that the State, by restoring these assets to the community, can strengthen the trust that feeds the relationships between institutions and citizens. The action of criminals is therefore thwarted thanks to this tool, which discourages criminal behaviour by demonstrating the State's power to regain possession of the resources stolen from the community. The assets taken away from the mafias constitute a precious resource for the local community, an opportunity for development that can sustain social and economic growth, guided by respect for the rules of civil life and law. The literature has also highlighted the possibility of building an alternative, a social economy with particular characteristics that can serve as antidote to the criminal economy.

Список використаних джерел

1. Calderoni F. Organized Crime Legislation in the European Union: Harmonization and Approximation of Criminal Law, National Legislations and the EU Framework Decision on the Fight Against Organized Crime, Springer. 2010.

Карпенко В.,

здобувач ступеня вищої освіти
бакалавра Національної академії
внутрішніх справ

Консультант з мови: Шемякіна Н.

LA LUTTE CONTRE LE CRIME ORGANISÉ EN FRANCE

Aux termes du code pénal "le crime organisé est une structure humaine relativement stable de plusieurs personnes respectant les ordres d'un chef ou d'un comité de direction pour faire des profits par des méthodes illégales et dans tous les domaines" [1].

Selon l'Union Européenne, une organisation criminelle "est une association structurée de plus de deux personnes, stable dans le temps, agissant de concert en vue de commettre des infractions punies d'une peine privative de liberté d'au moins quatre ans ou d'une peine plus grave, infractions qui constituent une fin en soi ou un moyen d'obtenir un gain matériel et, le cas échéant, d'influencer indûment l'action d'autorités publiques" [2]. L'Organisation des Nations Unies considère que le crime organisé pèse de 1,7 à 3 % du PIB mondial [3].

La criminalité transnationale organisée est considérée comme l'une des principales menaces à la sécurité humaine qui entrave le développement social, économique, politique et culturel des sociétés à travers le monde. Il s'agit d'un phénomène multi-facette qui se manifeste au sein de différentes activités, parmi lesquelles: le trafic de drogue, le trafic d'être humain, le trafic d'armes, le passage de migrants, le blanchiment d'argent, etc....Le trafic de drogue est l'une des activités principales des groupes criminels organisés qui génèrent des profits considérables.

L'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime (ONUDC) travaille en étroite collaboration avec les gouvernements, les organisations internationales et la société civile pour renforcer la coopération afin d'enrayer l'influence grandissante de la criminalité organisée et du trafic de drogue. La Convention des Nations Unies contre la criminalité transnationale organisée est le principal instrument juridique international de lutte contre la criminalité transnationale.

Il est à noter que le développement du commerce international dû à la mondialisation a contribué à l'élargissement et la diversification des activités liées à la criminalité organisée. Les groupes criminels organisés traditionnellement hiérarchiques ont diminué pour laisser place à des réseaux peu hiérarchisés travaillant ensemble pour exploiter de nouvelles opportunités. A titre d'exemple, les groupes criminels organisés impliqués dans le trafic de drogues le sont, en général, également dans le trafic d'autres biens illicites. Les liens entre le trafic de drogues et d'autres formes de criminalité transnationale organisée nécessitent la mise en place d'une approche plus intégrée pour s'attaquer à ces réseaux. La signature de la Convention des Nations Unies contre la criminalité transnationale organisée en 2000 a été un pas historique dans la lutte contre cette menace. La Convention des Nations Unies contre la criminalité transnationale organisée est le principal instrument international de lutte contre la criminalité organisée.

Le service de lutte contre la criminalité transnationale organisée de l'ONUDC a lancé et supervisé plusieurs projets de lutte contre les stupéfiants et le crime organisé. Notamment, le service:

- assiste les Etats membres dans la ratification et la mise en œuvre de la Convention ;
- supervise la mise en œuvre de la Convention ;
- développe et promeut les meilleures pratiques de lutte contre le crime organisé à travers le monde ;
- améliore l'échange d'information, la coopération judiciaire et l'entraide judiciaire entre les services de détection et de répression et ;
- détermine la méthode la plus efficace pour collecter des information sur la criminalité organisée d'un point de vue régional et international, et s'assurer que ces informations soient disponibles pour la prise de décision et les projets d'assistance technique [4].

On notera que l'office central de lutte contre le crime organisé (OCLCO) est compétent en matière de lutte contre les groupes criminels quelles que soient leurs activités illicites.

Pour accomplir ses missions, OCICO s'appuie sur trois brigades :

- la brigade nationale de répression du banditisme et des trafics;
- la brigade de recherche des fugitifs;
- la brigade de recherche et d'intervention nationale.

Il anime et coordonne l'action des 12 brigades de recherche et d'intervention (BRI) chargées des recherches visant à détecter, surveiller et interpellier les auteurs et complices d'actes relevant de la grande criminalité.

Il faut reconnaître que dans son domaine de compétence, l'office initie ses propres enquêtes sur l'ensemble du territoire national et peut également assister ou agir en co-saisine avec un service de police ou de gendarmerie.

N'oublions pas que cet office constitue pour la France le point central dans les échanges internationaux: il centralise les demandes de recherches sur le territoire émanant des pays étrangers;

il entretient des liaisons opérationnelles avec les services spécialisés des autres pays et avec les organismes internationaux en vue d'obtenir toutes informations relatives aux recherches;

il contribue, au niveau national, à l'animation et à la coordination des travaux préparatoires aux réunions des organismes internationaux auxquels il participe.

Список використаних джерел

1. Le crime organisé. URL: https://fr.wikipedia.org/wiki/Crime_organisé.
2. Communication de la Commission au Conseil et au Parlement européen - Prévention de la criminalité dans L'Union européenne. URL: <https://eur-lex.europa.eu/legal-content/FR/ALL/?uri=CELEX%3A52004D C0165>.
3. Le crime organisé. URL: <https://www.unodc.org/toc/fr/crimes/organized-crime.html>.
4. Le crime organisé. URL: <https://www.unodc.org/unodc/fr/organized-crime/index.html>.

Карпуненко С.,

здобувач ступеня вищої освіти бакалавра
Криворізького навчально-наукового
інституту Донецького державного
університету внутрішніх справ
Консультант з мови: Дзевицька Л.

THE WORK OF THE NATIONAL POLICE OF UKRAINE UNDER THE CONDITIONS OF MARTIAL LAW

The Law of Ukraine "On the Legal Regime of Martial Law" [1] defines that martial law is a special legal regime introduced in Ukraine or in some of its regions in the event of armed aggression or threat of attack, danger to the state independence of Ukraine, its territorial integrity. It foresees the provision of the powers, which are necessary to avert the threat, resist armed aggression, ensure national security and eliminate the threat of danger to the state independence of Ukraine, its territorial integrity, to the relevant bodies of state power, military command, military administrations and local self-government bodies. It also provides the temporary restriction (which was caused by the threat) of constitutional rights and freedoms of human and citizen and the rights and legitimate interests of legal entities with an indication of the period of validity of these restrictions.

The work of the National Police of Ukraine (hereinafter referred to as – the NPU) changed somewhat during the martial law, namely, their powers were enlarged. Thus, the NPU can receive information from state bodies, local self-government bodies, and legal entities free of charge, in particular regarding prisoners of war, in accordance with Part 36 of Art. 23 of the Law of Ukraine "On the National Police".